



Le crétinisme parlementaire : une valeur sure !

La situation politique née des élections européennes puis des législatives anticipées n'en finit pas de mettre en lumière les objectifs des forces politiques représentées au Parlement. Si une bonne partie du débat se focalise aujourd'hui sur le non-vote de la motion de censure du gouvernement Bayrou à propos du budget 2025 et de celui de la sécurité sociale par la grande majorité des députés du Parti Socialiste et du Rassemblement National, aux côtés de ceux du Conglomérat Central, de la droite et de LIOT, il ne saurait s'y résumer. En effet, derrière les déclarations des uns et des autres qu'ils aient ou non voté la motion de censure, se profilent les stratégies pour un futur immédiat : celui des élections municipales et un peu plus lointain, celui de l'élection présidentielle.

Les LR, comme le Conglomérat Central et de manière un peu plus discrète - électorat populaire oblige ; en tout cas pour le moment - le Rassemblement National, entonnent la ritournelle patronale sur les charges écrasantes, les normes trop contraignantes et le manque d'aides *sic* de l'État, trop préoccupé à leurs yeux à rechercher la stabilité sociale quand le monde entier sous la baguette des États-Unis vole vers une déréglementation tous azimuts et une attaque des conquêtes fondamentales des travailleurs.

Le Parti Socialiste de son côté justifie son geste de non-censure par la nécessité absolue d'avoir, selon lui, un budget et les succès qu'il aurait remporté en négociant son geste. Dans ce sens, il vient de recevoir l'appui clair de la secrétaire générale de la CFDT, Maryse Léon qui a déclaré¹ : *"Une stabilité c'est une bonne chose et un budget également, même s'il ne répond certainement pas aux attentes et aux ambitions ... Socialement, c'est un budget qui est injuste, qui n'a aucune ambition écologique et ça, c'est un problème... Néanmoins, Il est urgent de le mettre en place."* Essayons de comprendre, le budget n'est pas bon, mais il faut le mettre en œuvre de manière urgente ! Autant dire clairement, pour la CFDT, c'est hors de question de le combattre. L'absence d'une analyse de classe du comportement des forces politiques conduit à une grande confusion idéologique et entraîne les travailleurs dans des impasses. Ainsi, dans le N°347 de février de Fonction Publique (journal de l'UFSE-CGT) on peut lire : *"Force est de constater que François Bayrou, plus largement la Macronie et les organisations patronales, tentent de nous faire tomber dans le piège de la division : division entre et au sein des organisations constitutives du Nouveau Front Populaire, division au sein du mouvement syndical."* Ainsi, faire passer le budget d'austérité 2025 ne serait qu'une anecdote et signer comme l'ont fait la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et la CGT-FO une déclaration² commune de collaboration de classe ouverte avec le Medef, la CPME et l'U2P, ne serait qu'un événement mineur ne concernant pas les travailleurs quand cette déclaration appelle à rechercher le consensus avec le patronat : *" C'est pourquoi nous appelons, au nom de la confiance que les millions de salariés et chefs d'entreprise que nous représentons placent en nous et de l'esprit de responsabilité qui nous guide, à retrouver au plus vite le chemin de la stabilité, de la visibilité et de la sérénité. La voie du paritarisme qui passe par le dialogue, la négociation collective et la construction de compromis, est en capacité d'apporter des réponses concrètes. Nos organisations en ont fait encore récemment la démonstration."*

Du côté de ceux, LFI, PCF et Écologistes ayant voté la censure, deux groupes se distinguent. Les Écolos et le PCF minimisent la portée de la position du PS et du RN, mais surtout du PS. Ils rappellent que pour les municipales la gauche devra se rassembler et il faut donc préserver l'union pour obtenir des élus municipaux et des maires dont le maillage est devenu l'essentiel de leur existence sur le terrain. Là aussi *exit* la lutte pour combattre le budget et ses conséquences négatives pour les travailleurs servant de rampe de lancement pour celui de 2026 qui devrait encore accentuer les tendances négatives pour le monde du travail. Du côté de LFI, le constat du caractère anti-social du budget 2025 est clairement souligné et ses conséquences décrites, mais cela s'arrête là, tant leur dirigeant Mélenchon n'a que l'élection présidentielle en vue et entend garder le *leadership* à Gauche. De fait, il cherche à

limiter l'action des salariés au soutien de sa stratégie de *Révolution citoyenne* consistant à canaliser les conflits sociaux par le biais du parlement et à respecter la "démocratie" capitaliste même si, comme nous l'avons montré il s'agit de la dictature du capital sur la société³. C'est le contenu de sa réunion de mardi soir à Angers. Commencant par dire : " *C'est toujours la même chose : les uns accumulent sans fin et les autres se font dépouiller de même en parallèle exact. Tout ce qui va aux milliardaires a été retiré à ceux qui produisent. C'est la vérité !*"

Mais Mélenchon a ensuite soutenu que les travailleurs devraient adopter une orientation non révolutionnaire, citant le vote de censure réussi du NFP avec le RN pour faire tomber le gouvernement Barnier à l'automne dernier, amenant Bayrou au pouvoir. Il a déclaré : « *La révolution citoyenne à laquelle nous aspirons se fait par les urnes et par des votes à l'Assemblée nationale. C'est sans un mètre de barricade ni un coup de fusil que nous avons fait tomber un gouvernement, a-t-il poursuivi. C'est par ce chemin que nous l'emporterons, et par ce chemin démocratique citoyen que nous changerons tout de fond en comble !* » Rappelons que ce concept de révolution citoyenne a été théorisé par Mélenchon il y a déjà longtemps. En 2011, c'était son *leitmotiv* politique⁴.

Ce comportement qui vise à mettre entre parenthèse la lutte des classes en se polarisant sur la vie parlementaire, c'est ce que K. Marx et F. Engels ont qualifié en leur temps de : "crétinisme parlementaire". Leur point de vue peut se résumer ainsi : " *Quant à nous, d'après tout notre passé, une seule voie nous reste ouverte. Nous avons, depuis presque quarante ans, signalé la lutte de classe comme le moteur de l'histoire le plus décisif et nous avons notamment désigné la lutte sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat comme le grand levier de la révolution sociale moderne. Nous ne pouvons donc, en aucune manière, nous associer à des gens qui voudraient retrancher du mouvement cette lutte de classe.*"

Si nous estimons et c'est le cas concernant le **Parti Révolutionnaire Communistes** que seule une révolution est capable de mettre fin au système capitaliste prédateur, par essence de l'homme et de la Nature, alors les enseignements de l'histoire démontrent comme l'ont analysé Marx et Engels dans le Manifeste du parti Communiste⁵ : " ***La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie [soit la prise du pouvoir d'État, enjeu décisif de la révolution]***".

Cette tâche requiert l'existence et l'action d'un parti révolutionnaire analysant les réalités et le mouvement de la société capitaliste et des rapports de classe en son sein tels qu'ils sont aujourd'hui, aussi bien au plan national qu'au plan international. Ne nous masquons pas les choses, nous sommes aujourd'hui loin du compte mais pour autant, nous ne devons pas être à la traîne de l'histoire, c'est pourquoi, notre Parti Révolutionnaire Communistes entend agir tout de suite dans la reconstruction d'un courant révolutionnaire Marxiste-Léniniste, contribuer à rassembler toutes les forces qui agissent déjà aujourd'hui dans ce sens. C'est le sens de la déclaration⁶ de son bureau national du 12 novembre 2024 : " *cela pose la question du rassemblement des communistes acquis à la nécessité d'un changement révolutionnaire de la société. Si ce dernier est une nécessité, sa construction, de notre point de vue passe par la recherche de pratiques communes dans la lutte de classe au quotidien, par la construction théorique s'appuyant sur une analyse des rapports sociaux et du capitalisme qui les engendre tels qu'ils sont aujourd'hui au plan national et international. C'est à ce travail que s'attache le Parti Révolutionnaire Communistes.*"

1 <https://www.youtube.com/watch?v=LWZMr02uoyk>

2 <https://www.cfdt.fr/sinformer/communiques-de-presse/declaration-commune-cfdt-cfe-cgc-cftc-cpme-fo-medef-u2p>

3 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/3182-letat-la-dictature-du-capital-sa-destruction-et-la-dictature-du-proletariat>

4 Jean Luc Mélenchon; "Qu'ils s'en aillent tous !" Vite, la révolution citoyenne Poche – 2 novembre 2011

5 <https://www.sitecommunistes.org/images/documents/lecture/manifeste.pdf>